

Obligations légales : évolutions et prise en compte dans la nouvelle version du RGAA

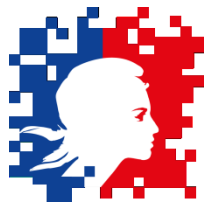
Direction interministérielle du numérique et du SI de l'Etat.

Bénédicte Roullier, responsable du département Qualité des services en ligne (benedicte.roullier@modernisation.gouv.fr).

18 avril 2019

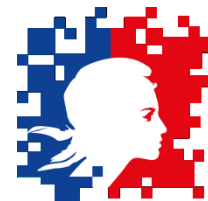


Sommaire



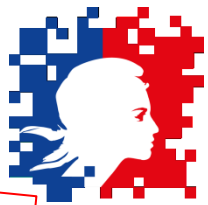
1. Article 47 de la loi de 2005 actualisé en 2018
 - Focus sur les personnes visées par l’obligation
2. Directive européenne de 2016
3. Actes d’exécution de la directive
4. Contenu du projet de décret
5. Contenu du projet d’arrêté portant référentiel général d’amélioration de l’accessibilité
 - Projet d’arrêté RGAA
 - Focus sur la déclaration d’accessibilité
 - Focus sur le schéma pluriannuel
 - Focus sur la méthode technique de vérification
6. Calendrier pour la publication
7. Monitoring de l’accessibilité
8. Communauté et réseau

Sommaire



1. Article 47 de la loi de 2005 actualisé en 2018
 - Focus sur les personnes visées par l’obligation
2. Directive européenne de 2016
3. Actes d’exécution de la directive
4. Contenu du projet de décret
5. Contenu du projet d’arrêté portant référentiel général d’amélioration de l’accessibilité
 - Projet d’arrêté RGAA
 - Focus sur la déclaration d’accessibilité
 - Focus sur le schéma pluriannuel
 - Focus sur la méthode technique de vérification
6. Calendrier pour la publication
7. Monitoring de l’accessibilité
8. Communauté et réseau

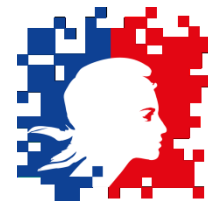
Article 47 de la loi de 2005 : contenu



Important
A lire !

- I. Organismes visés
- II. Définition/précisions sur l'accessibilité des services de communication au public en ligne
- III. Déclaration d'accessibilité, schéma pluriannuel, plan d'actions annuel
- IV. Mentions et documents obligatoire sous peine de sanction dont mention en page d'accueil
- V. Décret en Conseil d'Etat qui fixe le référentiel, les délais, le montant de la sanction...

Article 47 de la loi de 2005 : à noter



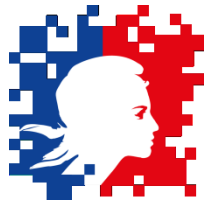
1. L'article 47 de la loi de 2005-102 du 11 février 2005 est à jour sur Légifrance
2. Sa rédaction est issue :
 - de l'article 106 de la loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;
 - de l'article 80 de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel
 - qui a pour objet de transposer la directive (UE) 2016/2102 du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public pour les dispositions nécessitant une intervention législative.

Focus sur les personnes visées par les obligations



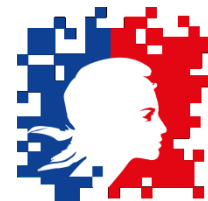
- Toutes les personnes morales de droit public
 - Les services de l'Etat et leurs établissements
Obligation d'accessibilité numérique depuis 2011
 - Les collectivités territoriales et leurs établissements
Obligation d'accessibilité numérique depuis 2012
- Certaines personnes morales de droit privé (1/2)
 - les délégataires d'une mission de service public
 - Les entreprises dont le chiffre d'affaires excède 250 millions d'Euros

Focus sur les personnes visées par les obligations



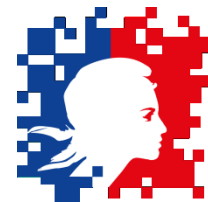
- Certaines personnes morales de droit privé (2/2)
 - [les organismes créés pour satisfaire des besoins d'intérêt général (autre qu'industriel et commercial)
 - financés directement ou indirectement par l'argent public
 - ou contrôlés par l'administration ou par un organisme ayant une mission de service public ou d'intérêt général
 - ou dont plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance appartient à l'administration ou à un organisme ayant une mission de service public ou d'intérêt général
 - constitués par une ou plusieurs des personnes citées ci-dessus]

Sommaire



1. Article 47 de la loi de 2005 actualisé en 2018
 - Focus sur les personnes visées par l’obligation
2. Directive européenne de 2016
3. Actes d’exécution de la directive
4. Contenu du projet de décret
5. Contenu du projet d’arrêté portant référentiel général d’amélioration de l’accessibilité
 - Projet d’arrêté RGAA
 - Focus sur la déclaration d’accessibilité
 - Focus sur le schéma pluriannuel
 - Focus sur la méthode technique de vérification
6. Calendrier pour la publication
7. Monitoring de l’accessibilité
8. Communauté et réseau

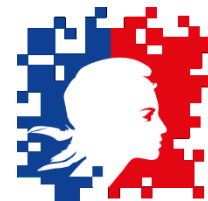
Directive européenne de 2016 sur l'accessibilité numérique



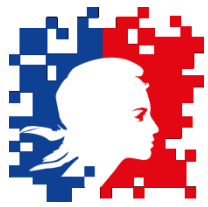
1. Objet et champ d'application : contient la liste des exemptions
2. Harmonisation minimale : la transposition peut aller au-delà des exigences de la directive
3. Définitions
4. Exigences en matière d'accessibilité des sites internet et des applications mobiles
5. Charge disproportionnée
6. Présomption de conformité : norme européenne, habilite la Commission à l'actualiser...
7. Mesures supplémentaires : déclaration d'accessibilité, formation, échanges de bonnes pratiques...
8. Contrôles et comptes rendus : inclut l'échantillonnage des pages
9. Procédures permettant d'assurer le respect des dispositions

Articles 10 à 15 : pouvoirs délégués à la Commission, comité, transposition, réexamen, entrée en vigueur, destinataires

Sommaire



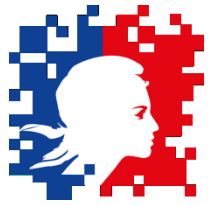
1. Article 47 de la loi de 2005 actualisé en 2018
 - Focus sur les personnes visées par l’obligation
2. Directive européenne de 2016
3. Actes d’exécution de la directive
4. Contenu du projet de décret
5. Contenu du projet d’arrêté portant référentiel général d’amélioration de l’accessibilité
 - Projet d’arrêté RGAA
 - Focus sur la déclaration d’accessibilité
 - Focus sur le schéma pluriannuel
 - Focus sur la méthode technique de vérification
6. Calendrier pour la publication
7. Monitoring de l’accessibilité
8. Communauté et réseau



Important !
Votre site (ou appli)
est-il inclus dans ce
monitoring ?

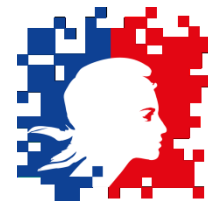
1. Monitoring et compte rendu

- 11 oct. 2018. Décision [...] établissant une méthode de contrôle et les modalités d'établissement des rapports à fournir par les Etats membres
 - Annexe 1 : méthode de monitoring
 - Annexe 2 : instructions pour le compte rendu à la Commission



2. Déclaration d'accessibilité

- 11 oct. 2018. Décision [...] établissant un modèle de déclaration sur l'accessibilité
 - Annexe 1 : Modèle de déclaration

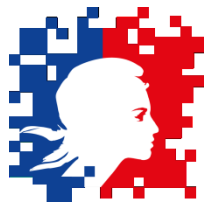


Entraîne la mise à jour de la partie technique du RGAA

3. Norme de référence

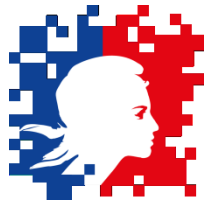
- 20 déc. 2018. Décision [...] concernant la norme harmonisée applicable aux sites internet et aux applications mobiles
 - Norme EN 301-549 V2.1.2 (2018-08) alignée sur les WCAG 2.1
 - [Accès à la norme européenne en version anglaise sur etsi.org](https://www.etsi.org/standards-store/info/EN_301_549)
 - [Accès à la norme européenne en version française sur afnor.org \(payant\)](https://www.afnor.org/fr/produit/EN-301-549)
 - [Accès aux règles d'accessibilité des contenus web \(WCAG 2,1\) sur w3.org \(en anglais\)](https://www.w3.org/WAI/standards-guidance/wcag/)

Sommaire



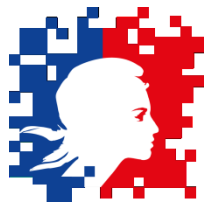
1. Article 47 de la loi de 2005 actualisé en 2018
 - Focus sur les personnes visées par l’obligation
2. Directive européenne de 2016
3. Actes d’exécution de la directive
4. Contenu du projet de décret
5. Contenu du projet d’arrêté portant référentiel général d’amélioration de l’accessibilité
 - Projet d’arrêté RGAA
 - Focus sur la déclaration d’accessibilité
 - Focus sur le schéma pluriannuel
 - Focus sur la méthode technique de vérification
6. Calendrier pour la publication
7. Monitoring de l’accessibilité
8. Communauté et réseau

Contenu du décret : liste des articles



- 1. Règles d'accessibilité : normes de référence**
2. Charge disproportionnée
- 3. Obligations passibles de sanctions**
4. Sanctions
5. Règles d'accessibilité : référentiel
6. Seuil entreprises
7. Contenus exemptés
- 8. Délais de mise en conformité**
9. Suivi – monitoring
10. Formation
11. Abrogation du décret précédent

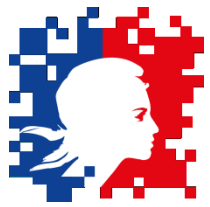
Contenu du décret : point d'attention



- Sanctions
 - 20 000 euros par services en ligne et par an (2 000 euros pour les collectivités de moins de 5 000 habitants)

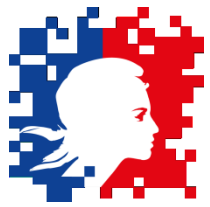
- Délais
 - Administrations déjà soumises à l'obligation d'accessibilité
 - Nouveaux sites (article 3) : 23 sept. 2019
 - Sites existants (article 3) : 23 sept. 2020
 - Applis, progiciels, mobilier urbain (article 1 et 3) : 23 sept. 2021
 - Nouveaux entrants
 - Nouveaux sites (article 1 et 3) : 23 sept. 2019
 - Sites existants (article 1 et 3) : 23 sept. 2020
 - Applis, progiciels, mobilier urbain (article 1 et 3) : 23 sept. 2021

Sommaire



1. Article 47 de la loi de 2005 actualisé en 2018
 - Focus sur les personnes visées par l’obligation
2. Directive européenne de 2016
3. Actes d’exécution de la directive
4. Contenu du projet de décret
5. Contenu du projet d’arrêté portant référentiel général d’amélioration de l’accessibilité
 - Projet d’arrêté RGAA
 - Focus sur la déclaration d’accessibilité
 - Focus sur le schéma pluriannuel
 - Focus sur la méthode technique de vérification
6. Calendrier pour la publication
7. Monitoring de l’accessibilité
8. Communauté et réseau

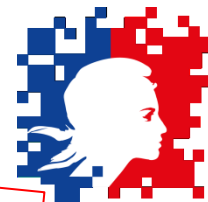
Projet d'arrêté portant référentiel général d'amélioration de l'accessibilité



1. Le référentiel d'accessibilité prévu à l'article 5 du décret du JJ/MM/2019 susvisé, est approuvé. Il est consultable sur le site internet :
<http://references.modernisation.gouv.fr>
2. L'arrêté du 29 avril 2015 relatif au référentiel général d'accessibilité pour les administrations est abrogé.



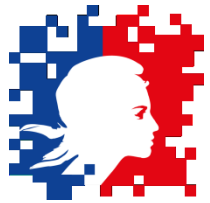
1. Aujourd'hui : l'arrêté du 21 octobre 2009 contient 2 articles
et c'est tout
2. Demain : l'arrêté contiendra 2 articles
et en annexe le référentiel (partie 1 intégrée et publiée sur Légifrance, partie 2 via un lien sur le web)



Important
A lire !

- En annexe : Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité
 1. Règles de mise en œuvre des obligations en matière d'accessibilité numérique
 1. Notion d'accessibilité numérique
 2. Rappel du champ d'application
 3. Norme de référence et niveau de conformité
 4. Dérogation pour charge disproportionnée
 5. Evaluation de la conformité à la norme de référence
 6. Déclaration d'accessibilité
 7. Schéma pluriannuel de mise en accessibilité
 8. Mentions et pages obligatoires
 2. Méthode technique de vérification de la conformité à la norme de référence (en cours de mise à jour)

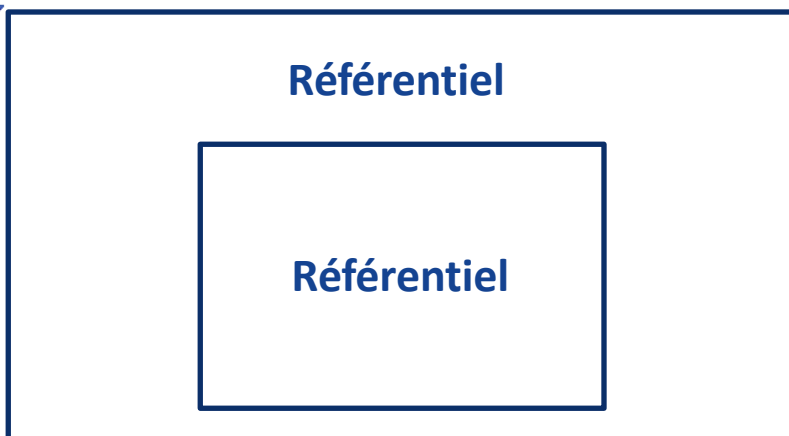
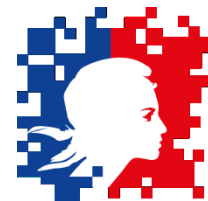
Changement de nom



1. Aujourd'hui : Référentiel général d'accessibilité pour les administrations (RGAA).
 - RGAA 3.0

2. Demain : Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA).
 - RGAA 4
 - Document de référence sur les obligations d'accessibilité
 - Concerne aussi des entités privées
 - Intègre un volet démarche d'accessibilité au niveau d'une entité

Changement de structure et de contenu

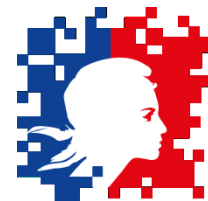


Aujourd'hui : un référentiel technique (liste de critères et de tests) + informations autour.

Le référentiel technique contient des éléments non obligatoires (critères triple AAA), il se réfère aux WCAG, cite la déclaration de conformité mais ne contient pas le modèle de déclaration...

Demain : il n'y aura qu'un seul référentiel qui récapitulera les obligations légales et s'y limitera. La méthode technique se réfèrera à la fois aux WCAG et à la norme européenne...

Partie 2. Méthode technique (ex-Référentiel technique) : c'est / ce n'est pas



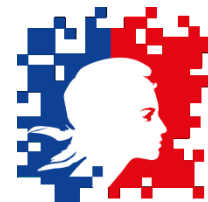
C'est

- Une méthode pour
 - vérifier la conformité d'un site web à la norme en vigueur
 - limiter la marge d'interprétation de la conformité à la norme
 - Vérifier, dans le cadre d'une labellisation, la conformité à un niveau donné du label e-accessible
- LE document clé pour un auditeur RGAA
 - avec le guide de l'auditeur

Ce n'est pas

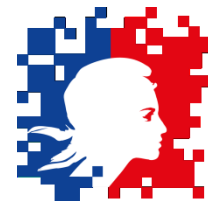
- Un document pour démarrer en accessibilité
- Un document pour mettre en œuvre l'accessibilité (y compris pour les profils techniques)
- Un document plus concret que les normes

Partie 2. Méthode technique (ex-Référentiel technique) : groupe de travail ouvert et collaboratif



- <http://evolution-rgaa.numerique.gouv.fr/>
- La Dinsic est assistée par la société Temesis
- Publication de contributions par la Dinsic soumises à commentaires
- Travaux sont réalisés avec le soutien d'un groupe d'experts issus des secteurs public et privé (5 réunions de concertation restreinte entre novembre 2018 et juillet 2019)
- Consultation publique en juin sur le RGAA 4 consolidé.

Partie 2. Méthode technique (ex-Référentiel technique) : groupe de travail ouvert et collaboratif



- L'organisation thématique des critères et des tests est conservée

STRUCTURATION DE L'INFORMATION

Dernière mise à jour par la Dinsic : 10 mars 2019 (réponses aux commentaires)



Sujets 3



Propositions 11



Votes 5



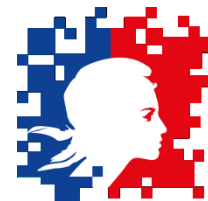
- > Critère 9.1 [A] Dans chaque page web, l'information est-elle structurée par l'utilisation appropriée de titres ?
- > Critère 9.2 [A] Dans chaque page web, la structure du document est-elle cohérente ?
- > Critère 9.3 [A] Dans chaque page web, chaque liste est-elle correctement structurée ?



- **DÉCLARATION D'ACCESSIBILITÉ**
 - Cette déclaration d'accessibilité s'applique à [*Nom du site web de l'application mobile, ou d'un autre service auquel la déclaration s'applique*].
- **ETAT DE CONFORMITÉ**
- **RESULTATS DES TESTS**
- **CONTENU NON ACCESSIBLE**
- **ETABLISSEMENT DE CETTE DÉCLARATION D'ACCESSIBILITÉ**

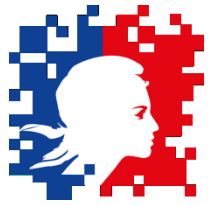
Cette déclaration a été établie le [JJ mois AAAA] Elle a été mise à jour le [JJ mois AAAA]

 - Technologies utilisées
 - Agents utilisateurs, technologies d'assistance et outils utilisés pour vérifier l'accessibilité
 - Pages du site ayant fait l'objet de la vérification de conformité
- **RETOUR D'INFORMATION ET CONTACT**
- **VOIES DE RECOURS**



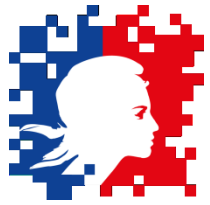
- Aucun service en ligne n'est exempté de la déclaration
- En cas de contenus non accessibles
Les contenus listés ci-dessous ne sont pas accessibles pour les raisons suivantes :
 - non-conformité
[Lister des contenus non conformes avec une explication et le cas échéant les alternatives correspondantes]
 - dérogations pour charge disproportionnée
[Lister des contenus qui font l'objet de dérogations pour charge disproportionnée avec une explication et le cas échéant les alternatives correspondantes]
 - contenus non soumis à l'obligation d'accessibilité
[Lister des contenus non soumis à l'obligation d'accessibilité avec une explication et le cas échéant les alternatives correspondantes]
- Déclaration d'accessibilité à déposer sur un téléservice
 - Format structuré facilement interprétable pour effectuer les contrôles et le suivi notamment ceux demandés par la Commission européenne

Focus sur le schéma pluriannuel (1/2)



- Stratégie numérique de l'entité, politique en faveur de l'intégration des personnes handicapées
- Référent accessibilité numérique
- Ressources humaines et financières
- Fiches de poste, processus de recrutement
- Actions de formation et de sensibilisation
- Ressources et expertises externes, moyens techniques et de l'outillage pour gérer et tester l'accessibilité numérique

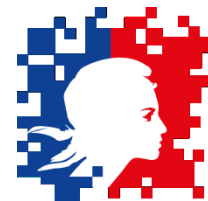
Focus sur le schéma pluriannuel (2/2)



- Organisation interne
- Clauses contractuelles, critères de notation et de sélection des prestataires, procédures de recette...
- Travaux de mise en conformité, notamment :
 - Prise en compte de l'accessibilité dans les nouveaux projets
 - Prise en compte des personnes en situation de handicap dans les tests utilisateurs
 - Evaluations (ou audits) de conformité prévus
 - Mesures correctives avec un calendrier de mise en œuvre
 - Bilan des plans d'actions annuels.

Ces travaux de mise en conformité et les actions en faveur de l'accessibilité numérique sont planifiés annuellement dans des plans d'actions.

Sommaire



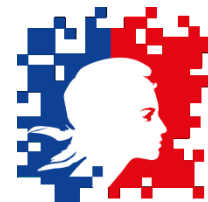
1. Article 47 de la loi de 2005 actualisé en 2018
 - Focus sur les personnes visées par l’obligation
2. Directive européenne de 2016
3. Actes d’exécution de la directive
4. Contenu du projet de décret
5. Contenu du projet d’arrêté portant référentiel général d’amélioration de l’accessibilité
 - Projet d’arrêté RGAA
 - Focus sur la déclaration d’accessibilité
 - Focus sur le schéma pluriannuel
 - Focus sur la méthode technique de vérification
6. Calendrier pour la publication
7. Monitoring de l’accessibilité
8. Communauté et réseau

Calendrier pour la publication : réalisé



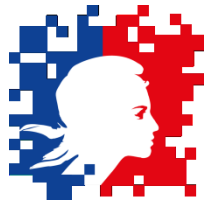
- **11 octobre 2018** : publication des actes d'exécution de la directive (déclaration d'accessibilité, méthode de contrôle et compte rendu)
- **21 décembre 2018** : adoption norme EN 301549 V.2.1.2. (2018-08)
- **22 février 2019** : les projets de texte sont « bleuis » en interministériel
- **6 mars 2019** : notification Commission (directive 2015/1535, statut quo de 3 mois)
 - [Notification du décret et accès au projet de décret sur europa.eu](#)
 - [Notification de l'arrêté et accès au projet d'arrêté sur europa.eu](#)
- **18 avril 2019** : présentation en plénière du CNCPPH

Calendrier pour la publication : prévisionnel (1/2)



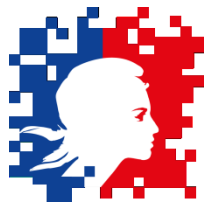
- **6 mai 2019** : saisine du Conseil d'Etat
- **9 mai 2019** : décret à l'ordre du jour du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN)
- **3 juin 2019** : début de la consultation publique sur la partie 2 du RGAA (méthode technique)
- **21 juin 2019** : le Conseil d'Etat a rendu son avis
- **30 juin - 30 juillet 2019** : publication au JO
 - du décret pris en application de l'article 47 de la loi de 2005
 - de l'arrêté portant référentiel général d'amélioration de l'accessibilité
 - de l'arrêté fixant les modalités de contrôle et de suivi (arrêté sans contenu propre qui fera référence à l'acte d'exécution qui détaille des modalités de contrôle et de suivi, sauf contre-indication du Conseil d'État)

Calendrier pour la publication : prévisionnel (2/2)



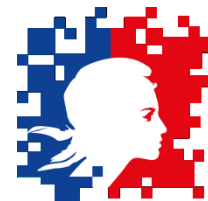
- **Août-septembre 2019** : version validée du RGAA 4 disponible en téléchargement
- **Septembre-octobre 2019** : mise en ligne de la partie 2 du RGAA 4 en remplacement du RGAA 3
(méthode technique de vérification de la conformité à la norme de référence)
- **Septembre 2019-mars 2020** : mesures complémentaires :
 - arrêté Téléservice de déclaration d'accessibilité,
 - nouvel arrêté RGAA (si nouvelle version nécessaire avec l'actualisation de la partie technique)

Sommaire

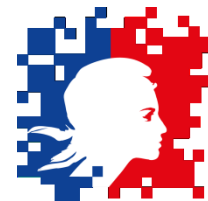


1. Article 47 de la loi de 2005 actualisé en 2018
 - Focus sur les personnes visées par l’obligation
2. Directive européenne de 2016
3. Actes d’exécution de la directive
4. Contenu du projet de décret
5. Contenu du projet d’arrêté portant référentiel général d’amélioration de l’accessibilité
 - Projet d’arrêté RGAA
 - Focus sur la déclaration d’accessibilité
 - Focus sur le schéma pluriannuel
 - Focus sur la méthode technique de vérification
6. Calendrier pour la publication
7. Monitoring de l’accessibilité
8. Communauté et réseau

Monitoring de l'accessibilité : dates

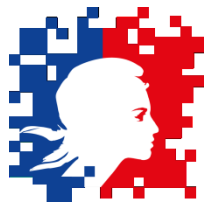


- 22 décembre 2021 : le 1^{er} contrôle est réalisé
 - Sites internet (à démarrer 1^{er} janvier 2020)
 - Applications mobiles (à démarrer le 23 juin 2021)
 - [Publication des résultats en open data]
- 23 décembre 2021 : 1^{er} rapport à la Commission
 - puis tous les 3 ans



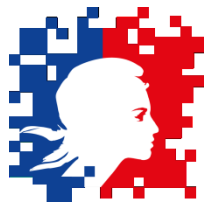
- Contrôle simplifié
 - 2021 : [1 395] sites web contrôlés
 - 2022 : [1 395] dont 50% des sites non contrôlés la 1^{ère} année
A noter : fin 2022 : [2 092] sites différents auront été contrôlés
 - 2023 : [2 055] sites web contrôlés
- Contrôle en profondeur
 - 2021 : [79] sites web contrôlés
 - 2022 : [79] sites web contrôlés
 - 2023 : [112] sites web contrôlés

Monitoring de l'accessibilité : applications mobiles



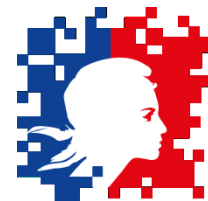
- Contrôle en profondeur
 - 2021 : [24] applications mobiles (1/3 la première année)
 - 2022 : [72] applications mobiles
 - 2023 : idem

Sommaire



1. Article 47 de la loi de 2005 actualisé en 2018
 - Focus sur les personnes visées par l’obligation
2. Directive européenne de 2016
3. Actes d’exécution de la directive
4. Contenu du projet de décret
5. Contenu du projet d’arrêté portant référentiel général d’amélioration de l’accessibilité
 - Projet d’arrêté RGAA
 - Focus sur la déclaration d’accessibilité
 - Focus sur le schéma pluriannuel
 - Focus sur la méthode technique de vérification
6. Calendrier pour la publication
7. Monitoring de l’accessibilité
8. Communauté et réseau

Communauté et réseau : liste de discussion



Nouveau

- [S'abonner à la liste](#)
- [Ecrire à la liste : rgaa@framalists.org](mailto:rgaa@framalists.org)
- Présentation de la liste
 - **Objet** : Accessibilité numérique, normes internationales, composants réutilisables, critères RGAA et tests, outils et ressources...
 - **Description** : La liste de discussion "rgaa" s'adresse aux responsables de l'accessibilité numérique, aux experts accessibilité, aux développeurs et intégrateurs web, aux ergonomes, UX designer et concepteur de services en ligne, aux producteurs de contenu web. Elle est ouverte aux agents du secteur public et à leurs prestataires.

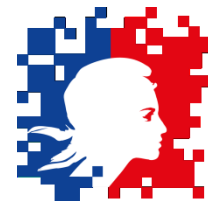
Les sujets abordés sont notamment les obligations légales, la vérification de la conformité, les outils, ressources et méthodes pour développer et gérer des services en ligne accessibles

Cette liste est un des outils de la communauté Qualité des démarches en ligne et accessibilité numérique. Elle est complémentaire du site extranet où sont accessibles les supports et comptes rendu de réunion et qui sert d'espace de capitalisation des connaissances. Pour avoir accès à l'extranet (uniquement les agents de l'administration), s'adresser au propriétaire de la liste à partir de la page d'accueil.



- Qualité des démarches en ligne et Cerfa
 - 10 principes
 - Cerfa numérique
 - Qualité web
 - Formulaire Cerfa PDF
 - Mener un projet de dématérialisation
 - Intégrer la dimension européenne
- Accessibilité numérique et RGAA
 - Chronologie des textes
 - Normes, RGAA, ressources
 - Schéma pluriannuel
 - Communication, sensibilisation
 - Formations, certifications
 - Foire aux questions
 - Projets
 - 15 premiers sites
 - RGAA 4
 - Webaccess

Extranet de la DINSIC (espace Démarches en ligne) : <https://dinsic.xwiki.com/xwiki/wiki/demarchesenligne/>
Accès sur demande réservé aux administrations



RESSOURCES

Plus de 40 ressources et outils autour du référentiel général d'accessibilité pour les administrations (RGAA) ont été réalisés par la direction interministérielle du numérique et du système d'information de l'État (DINSIC) avec le soutien du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FI-PHFP). Vous y trouverez notamment des ressources selon votre fonction (chef de projet, développeur, concepteur d'applications mobiles...) ainsi qu'une documentation spécialisée pour auditer des pages web et publier une déclaration de conformité. Et enfin, une série de guides pratiques pour améliorer l'accessibilité des documents bureautiques et des livres numériques.

SOMMAIRE

Pourquoi l'accessibilité numérique ?

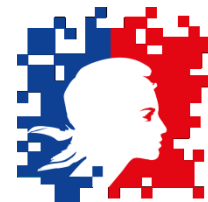
- Impacts des défauts d'accessibilité sur les utilisateurs
- Enjeux pour les dyslexiques, dyspraxiques, etc.
- Le cas des utilisateurs avec un handicap mental

Guides et outils par public

- Décideur
- Chef de projet
- Ergonome, graphiste, UX Designer
- Développeur
- Intégrateur
- Producteur de contenus
- Concepteur et développeur d'applications mobiles

Ressources accessibilité : <http://references.modernisation.gouv.fr/ressources>

RGAA : <https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>



Merci